



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique économique

Question au Gouvernement n° 2446

Texte de la question

## PLAN DE RELANCE EUROPÉEN

**M. le président.** La parole est à M. Didier Quentin, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

**M. Didier Quentin.** Monsieur le Premier ministre, je reviens sur une question qui vous a déjà été posée par notre collègue Joaquim Pueyo, mais la tonalité en sera peut-être un peu différente.

À l'initiative de l'Allemagne et de la France, la Commission Juncker a présenté un plan de relance et de croissance pour l'Union européenne, doté de quelque 315 milliards d'euros étalés sur trois ans, soit environ 100 milliards d'euros par an. Or on s'aperçoit, en y regardant de plus près, que seuls 5 milliards d'euros sont disponibles immédiatement, alors qu'en parallèle, un effort supplémentaire de 4 milliards d'euros de réduction des dépenses publiques sera sans doute demandé à la France par la Commission européenne en mars 2015. Je répète : entre 4 et 5 milliards d'euros de réduction des dépenses publiques.

S'ajoute à cela une chute des investissements, du fait de la baisse des dotations aux collectivités locales décidée par votre gouvernement, de 3,7 milliards d'euros sur la seule année 2015. Nous atteignons ainsi des sommes bien supérieures à la part qui pourrait revenir à la France dans le cadre de ce plan de relance européen.

Il en résulte malheureusement que ce plan, même s'il est bienvenu dans son principe, ne constitue qu'une goutte d'eau pour éteindre la récession profonde dans laquelle l'Europe et la France se consomment.

Monsieur le Premier ministre, vous qui faites actuellement la tournée des capitales européennes, pouvez-vous nous indiquer les initiatives que vous entendez prendre, en liaison avec nos principaux partenaires européens, pour améliorer la pertinence et l'efficacité de ce plan de relance et de croissance ?

Autrement dit, et pour filer la métaphore, pour venir au secours de la maison Europe qui brûle, les pompiers semblent manquer d'eau.

**M. Claude Goasguen.** Quel talent !

**M. Didier Quentin.** Comme aurait pu dire Mac Mahon, que d'eau, que d'eau... nous manque !  
(*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

**M. Bernard Deflesselles.** Après Mac Mahon, voici Macron !

**M. Jacques Myard.** Et son moulin !

**M. Emmanuel Macron,** *ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.* Monsieur le député, je ne sais pas si je vous apporterai toute l'eau nécessaire, mais en tout cas je ne saurais suivre votre raisonnement, qui consiste à considérer que le sapeur Camember...

**M. Jacques Myard.** Excellente référence !

**M. Emmanuel Macron,** *ministre* . ...réduirait les dépenses publiques en France, tout en les accroissant au niveau européen. Vous jugez souvent trop timorés les efforts que nous faisons en matière budgétaire. Nous cherchons à faire ces efforts, partout où c'est possible, en préservant la croissance et l'investissement.

Mes collègues Michel Sapin et Christian Eckert ont parfaitement démontré, me semble-t-il, que l'investissement en France est préservé, et que le plan Juncker n'a pas vocation à s'y substituer.

Pour répondre précisément à votre question, monsieur le député, le plan Juncker est un début, mais il est insuffisant. Nous avons 21 milliards d'euros mobilisables – 5 milliards provenant de la Banque européenne d'investissement, et le reste, des budgets communautaires. Il est clair qu'il faut exercer davantage de pression à court terme, afin que plus d'argent soit directement disponible, et que nous soyons capables de lever ensemble plus d'argent, pour démultiplier notre capacité d'investissement public.

Je l'ai dit, tel est le message que nous allons porter au niveau gouvernemental, et tel est le message que le Président de la République lui-même va porter au Conseil européen. Cette plus grande ambition en matière d'investissement est nécessaire. Ensuite, nous devons la décliner par des projets conjoints – vous avez raison de le souligner. C'est ce que nous faisons avec nos partenaires italiens, ainsi qu'avec nos partenaires espagnols, dans le cadre d'un sommet organisé il y a quelques semaines – des projets d'interconnexion seront, du reste, bientôt présentés. C'est ce que nous faisons, aussi, avec nos partenaires allemands.

Avec Michel Sapin, nous nous sommes rendus en Allemagne il y a quelques semaines. Nous avons défini une feuille de route commune, qui a fait l'objet d'un document conjoint franco-allemand. Et demain, la Chancelière et le Président de la République présenteront des projets franco-allemands extrêmement concrets en matière de transition énergétique, de numérique, et d'infrastructure, qui auront vocation à faire des propositions au plan Juncker.

## Données clés

**Auteur :** [M. Didier Quentin](#)

**Circonscription :** Charente-Maritime (5<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2446

**Rubrique :** Politiques communautaires

**Ministère interrogé :** Économie, industrie et numérique

**Ministère attributaire :** Économie, industrie et numérique

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [18 décembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 décembre 2014](#)